

**EXTRAIT DU REGISTRE DES
DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL**

République Française Département de la Haute-Garonne Arrondissement de MURET

L'an deux mille vingt-six, le vendredi cinq juin, le Conseil Municipal de la commune de NOË dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire, à la Mairie, sous la présidence de Monsieur le Maire, Max CAZARRÉ.

Nombre de membres en exercice	Présents	Absents ayant donné pouvoir	Absents	Date de la convocation
23	18	4	1	29/05/2026

DELIBERATION N° 48-2026

**OBJET : FIXATION D'UNE REDEVANCE D'OCCUPATION TEMPORAIRE DU DOMAINE PUBLIC
– TERRAIN COMMUNAL SITUÉ À CÔTÉ DES TERRAINS DE TENNIS
ET TERRAIN COMMUNAL SITUÉ À CÔTÉ DU RESTAURANT SCOLAIRE**

Présents :

Mmes Dominique BARDOU-TAFFIN, Monique BELLIAU, Bérangère BOMBAL, Anne INACIO, Nadia LEMAISTRE, Laure LETHO DUCLOS, Brigitte RADENAC-CHATEIGNON, Sandrine RIANDE, Karine VILHES

MM. Stéphane BAROUSSE, Ludovic BIZERAY, Max CAZARRE, Philippe FERAT, Damien GLEYZES, Alain MAREK, Michel POUYSEGUR, Anthony RIBEIRO, Alain TERZI

Procurations :

Mme Sophie HEIME à Mme Anne INACIO

M. Cyril LALANNE à M. Stéphane BAROUSSE

Mme Marie-José VALETTE à Mme Bérangère BOMBAL

M. Yannick JASSIN à Mme Nadia LEMAISTRE

Absent excusé : M. Jérémy RIBEIRO

Secrétaire de séance : Mme Nadia LEMAISTRE

Vu :

- Le Code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L.2122-1 et suivants ;
- Le Code général de la propriété des personnes publiques, notamment ses articles L.2125-1 et suivants ;
- La loi n°2000-614 du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et à l'habitat des gens du voyage ;
- La jurisprudence administrative constante rappelant que toute occupation privative du domaine public doit être autorisée, temporaire et précaire (CE, 11 mai 1990, Ville de Cannes ; CE, 3 mai 2011, Commune de Six-Fours-les-Plages) ;

- Le principe d'égalité des usagers du domaine public et de bonne gestion domaniale ;

Considérant :

- Que le domaine public communal est soumis au principe d'inaliénabilité et de protection particulière ;
- Que toute occupation privative du domaine public est subordonnée à la délivrance d'un titre précaire et révocable ;
- Que la commune est régulièrement confrontée à des occupations temporaires du domaine public ;
- Que la commune est propriétaire de terrains relevant de son domaine public, notamment des espaces enherbés,
- Que les terrains situés derrière les courts de tennis et à côté du restaurant scolaire font régulièrement l'objet d'occupations temporaires
- Qu'il appartient à la commune de réglementer l'occupation de son domaine public dans l'intérêt général et la sécurité publique ;
- Qu'il y a lieu de fixer une redevance d'occupation afin de compenser les frais supportés par la collectivité (nettoyage, eau, électricité, dégradations éventuelles) ;
- Qu'il appartient à la commune, dans le cadre de ses compétences domaniales, de fixer une redevance correspondante a minima à la valeur économique de l'occupation conformément à l'article L.2125-3 du CG3P ;
- Que les installations non autorisées relèvent des pouvoirs de police du maire et, le cas échéant, du préfet dans le cadre de l'article L.2215-1 du CGCT ;
- Que cette redevance doit être proportionnée et fixée selon la durée et la superficie occupée ;

Le Conseil municipal, après en avoir délibéré,
DÉCIDE :

Article 1 – Champ d'application

La présente délibération s'applique à toute occupation temporaire, régulière et autorisée du domaine public communal, notamment les terrains enherbés, quel que soit le statut des occupants, notamment pour

- le stationnement temporaire de véhicules,
- l'installation d'habitations mobiles ou de caravanes,
- toute occupation privative nécessitant une autorisation préalable

Elle ne constitue pas un régime de police administrative mais une réglementation domaniale.

Article 2 – Autorisation préalable

Toute occupation du domaine public est subordonnée à la délivrance d'un titre d'occupation temporaire écrit, précaire et révocable, délivré par le Maire ou son représentant.

Cette autorisation constitue une occupation privative, précaire et révocable à tout moment pour motif d'intérêt général.

Une convention sera établie à cet effet afin de fixer l'ensemble des modalités ainsi qu'un arrêté de police du Maire.

Article 3 – Interdiction des occupations non autorisées

Toute occupation sans titre du domaine public communal constitue une occupation irrégulière.

Le Maire est habilité à engager toutes démarches utiles, y compris les procédures administratives et judiciaires nécessaires à la cessation de l'occupation, dans le cadre de ses pouvoirs de police.

Article 4 – Redevance d'occupation

Il est institué une redevance d'occupation du domaine public fixée comme suit :

- 20 € par emplacement ou caravane et par jour.

Cette redevance est exigible dès le premier jour d'occupation.

Elle est calculée de manière à tenir compte :

- de la durée d'occupation ;
- de la surface occupée ;
- des avantages de toute natures procurés à l'occupant.

Les tarifs sont révisables par délibération du conseil municipal.

Article 5 – Recouvrement

La redevance est recouvrée par le comptable public selon les règles de la comptabilité publique.

Article 6 – Exécution

Le Maire est chargé de l'exécution de la présente délibération, et notamment de la délivrance des autorisations d'occupation et du suivi des occupations effectives.

Article 7 – Compétences de police administrative

La présente délibération est sans incidence sur les pouvoirs de police administrative générale du Maire (articles L.2212-1 et suivants du CGCT) et du Préfet (article L.2215-1 du CGCT).

Article 8 – Publicité et contrôle de légalité

La présente délibération sera :

- Affichée en mairie ;
- Transmise au représentant de l'État dans le cadre du contrôle de légalité

Exprimés : 22	Pour : 22	Contre : 0	Abstention : 0
---------------	-----------	------------	----------------

Fait et délibéré en mairie les jour, mois et an que dessus,
Au registre sont les signatures,

Fait à NOÉ, le 09/06/2026